

Alexandre Marc ou la fidélité aux convictions

par Gilles Gantelet*

Il n'est certes pas aisé de décrire Alexandre Marc, tant sa personnalité était plus riche et complexe que ne le laissaient entrevoir les impressions d'un premier contact. Pour ma part, ce contact eut lieu en 1989 lors de la session universitaire d'été d'Aoste : ce fut une révélation car Alexandre Marc ne laissait pas indifférent. Venu du fédéralisme européen, je compris à son contact combien le combat pour l'Europe unie dépassait les simples aménagements institutionnels et relevait d'un projet beaucoup plus ambitieux. Depuis lors, son enseignement m'a permis d'appréhender sous un biais différent les évolutions récentes de nos sociétés, depuis la tragédie yougoslave jusqu'au credo illusoire du « retour au plein-emploi ». Alexandre Marc était un homme engagé, un de ces intellectuels qu'on ne voit plus guère, de ceux qui mettent leur existence au service de leurs idées.

Mais quel fut le combat d'Alexandre Marc ? Celui de l'Union européenne ? Celui de la reconnaissance des communautés de base ? Celui du Minimum social garanti ? Je n'en vois qu'un, qui englobe toutes ces dimensions, et bien d'autres encore : son combat fut celui de la dignité de l'homme ou, comme il se plaisait à l'appeler, le combat de « l'homme debout ». Car la première prémisse de sa pensée est bien de refuser les solutions toute faites qui ne prennent en considération qu'une des dimensions humaines. Or, l'être humain, la personne comme il l'avait définie dès les années 1930 avec les Emmanuel Mounier, Denis de Rougemont et autres Arnaud Dandieu, ne peut s'épanouir que dans le respect intégral de toutes ses dimensions, dans sa pleine pluralité.

Un héritage complexe

Appréhender la pensée d'Alexandre Marc relève de la gageure. D'une part parce qu'au-delà de l'apparence d'un engagement total en faveur du fédéralisme intégral, il est indubitable qu'Alexandre Marc tâchait d'adapter ses propres idées et de maintenir vivace le lien entre

* Administrateur à la Commission européenne. Le texte ci-dessus ne relève que de la responsabilité de l'auteur et n'engage en aucune façon la Commission européenne.

fédéralisme et personnalisme en tenant compte des évolutions du contexte politique. Si la fin de sa vie fut marquée par un retour aux idées originelles du mouvement personnaliste L'Ordre nouveau, il serait trompeur de ne pas embrasser l'ensemble de son œuvre et de son action, et d'en saisir toutes les évolutions et remises en cause. D'autre part parce que la dialectique qu'il tâchait de maintenir entre la pensée et l'action eut de nombreuses conséquences sur l'évolution de ses idées. Comment ne pas voir dans ses différents écrits l'influence de ses nombreux combats, voire de ses échecs ?

Je dois admettre d'entrée de jeu que je reste dubitatif sur les qualités d'Alexandre Marc en tant qu'homme d'action. Je crois au contraire que la faille majeure d'un personnage aussi riche réside finalement dans son incapacité à s'ancrer durablement dans une action politique d'envergure : sa rigueur théorique, certains diront son inflexibilité, ne lui permettait pas de faire les compromis nécessaires pour obtenir des résultats sur le court terme. Il me faut cependant reconnaître qu'au moins Alexandre Marc a toujours essayé de participer à l'action militante, attitude courageuse qui ne caractérise pas la majorité des intellectuels, qui se contentent souvent de leurs écrits ou de quelque coup médiatique bien relayé par la télévision. En effet, il n'hésita pas à confronter ses idées à l'engagement associatif sur le terrain, prenant ainsi le risque d'être démenti par les faits. Si ses échecs, à l'instar de ceux des mouvements fédéralistes européens, sont flagrants, il est nécessaire cependant de s'interroger sur la postérité de sa réflexion et sur le caractère irremplaçable de sa critique permanente des insuffisances de nos sociétés.

Alexandre Marc, le militant européen

Je crois que ce qui impressionne en premier lieu chez Alexandre Marc est justement la richesse de ses engagements. Depuis les mouvements personnalistes des années 1930 jusqu'au développement du C.I.F.E., en passant par les années plus actives au sein de l'Union européenne des fédéralistes (U.E.F.), il consacre tout son temps et son énergie à répandre ses idées et tenter de faire prospérer une réflexion globale sur l'évolution des sociétés, loin des solutions toutes faites et des alternatives totalitaires des divers extrémismes.

L'engagement qui fut pour moi le plus prégnant restera celui du fédéralisme européen : participant actif des premiers congrès, Alexandre Marc fut nommé premier secrétaire général de l'Union européenne des fédéralistes en 1946, après le premier congrès de l'U.E.F. à Paris, mais il dut subir deux revers qui lui firent changer de trajectoire : le premier fut la reprise en main du congrès de La Haye par Duncan Sandys, le second

l'échec de la Communauté européenne de défense en 1954. Alexandre Marc tirera de cet échec la conclusion que les fédéralistes n'ont pas été assez fermes dans leurs convictions et qu'ils ont eu le tort de ne s'adresser qu'aux politiciens. Selon lui, la révolution fédéraliste appelle une adhésion populaire. Il traduira cette réflexion par son soutien inconditionnel à l'expérience du Congrès du peuple européen, qui, de 1957 à 1961, réunira plusieurs centaines de milliers de citoyens pour réclamer une constitution européenne. À cette occasion, Alexandre Marc écrira : « Je n'hésite pas à dire que cette phase de l'action fédéraliste est sans doute – à côté de la Résistance – la plus exaltante, la plus prometteuse, de mon existence de vieux militant¹. » À la fin de sa vie, il revenait souvent sur cette occasion manquée, en regrettant que les fédéralistes n'aient pas fait preuve de suffisamment de vaillance pour relancer cette aventure qui, finalement, se proposait de faire l'Europe des peuples contre celle des États.

Conscient néanmoins de la nécessité de s'assurer ce soutien par une conscience claire des enjeux, il décide de créer le Centre international de formation européenne (C.I.F.E.) qui aura pour vocation de « former les Européens ». On le sait, et d'autres témoignages le mettent en évidence, le C.I.F.E. a depuis, aux côtés du Collège d'Europe de Bruges, formé plusieurs générations de militants de l'Europe unie. J'ai toujours admiré dans le C.I.F.E. cette volonté de réaliser des actions transnationales d'envergure, en tâchant de créer une dynamique de réflexion bâtie sur l'échange entre les nationalités et les cultures. Depuis lors, de nombreux instituts ont pris le relais en Europe, mais nul autre que le C.I.F.E. n'a su provoquer cette dynamique qui savait mêler rencontre universitaire et apprentissage de l'Europe par la réalité de la confrontation intellectuelle et quotidienne. Ainsi, les sessions universitaires d'été en diverses villes d'Europe, notamment à Aoste et Nice, ont favorisé la création d'un véritable réseau dont le fédérateur demeurera la personnalité d'Alexandre Marc, qui tâchait de faire des européistes des fédéralistes. En effet, le combat qu'il menait n'était pas de réaliser l'union de l'Europe comme une nouvelle étape dans la construction des nations, ni même de satisfaire aux impératifs économiques, mais bien de changer la société par l'Europe.

1. A. Marc, « Aux urnes citoyens ! », dans *L'Europe en formation*, n° 258, novembre-décembre 1984, pp. 7-21, p. 10.

L'Europe une et diverse, creuset du changement

Il était en effet convaincu que l'avenir passait par un changement beaucoup plus important que les réformes dont se satisfaisaient les chefs de gouvernement. L'Europe devait être le catalyseur d'une révolution beaucoup plus globale qui devait bouleverser les nations jusque dans leurs tréfonds en changeant radicalement les relations entre les citoyens et les États. Cet approfondissement démocratique ne pouvait se faire que dans un cadre européen qui parviendrait à poser les fondements d'une démocratie transnationale respectueuse de ses différences, notamment de ses communautés composantes, tout en laissant s'épanouir la liberté individuelle. Cette dialectique nouvelle entre liberté et solidarité, que ne parvenaient pas à résoudre au niveau individuel les nouveaux libéraux et autres sociaux-démocrates, se trouvait donc complétée par une dialectique au niveau des communautés politiques et culturelles. La compréhension de cette nouvelle situation, comme seul facteur d'émancipation de l'être humain, caractérise fondamentalement Alexandre Marc et ses amis. Ne serait-ce que par cette réalisation, Alexandre Marc fut sans nul doute une figure importante.

Il est à cet égard surprenant de voir que le renouveau de cette réflexion ne vient pas des Européens mais bien de l'Amérique, où les débats de philosophie politique contemporaine des vingt dernières années s'articulent autour de cette apparente contradiction entre la démocratie des individus (libéralisme classique) et celle des communautés (philosophie communautariste), dont de nombreux éléments s'avèrent d'une grande pertinence pour les réflexions actuelles autour de la construction européenne et de l'articulation entre Europe-États membres dans une union élargie à près de vingt-sept membres². À cet égard, je dois rendre hommage au rôle de précurseur, voire de pionnier, d'Alexandre Marc qui avait déjà posé dans plusieurs ouvrages les fondements d'une réflexion critique de la construction européenne, en rappelant sans cesse que l'Europe unie n'avait pas de finalité en elle-même, mais qu'elle était une étape nécessaire et indispensable dans l'unification mondiale et le respect de l'intégrité humaine.

2. Je crois en effet que la réflexion sur l'avenir de l'Europe doit prendre en considération tous les débats en cours aux États-Unis sur ce thème, dont on trouvera les éléments principaux dans William Kymlicka, *Les Théories de la Justice : une introduction*, La Découverte, 1999, 362 p.

Cette réflexion a depuis lors été complétée par les travaux de William Kymlicka *Multicultural Citizenship*, Oxford, 1996 ou en collaboration avec Sylvie Mesure, *Comprendre n° 1 : Les identités culturelles*, P.U.F., 2000, et de Michael Sandel, *Le Libéralisme et les limites de la justice*, Seuil, 1998.

C'est d'ailleurs par ma rencontre avec Alexandre Marc que j'ai acquis cette compréhension des identités culturelles et de la nécessaire articulation entre les différents niveaux, en somme « de la commune à l'universel », pour reprendre une expression de Joseph Voyant³. Son refus des intégrismes ne lui permettait pas de s'accorder avec les rêves républicains de l'unanimité parfaite : en ce sens, Alexandre Marc fut toujours plus proche de Montesquieu que de Rousseau. Il n'était pas dupe des limites, voire des mirages, de la pensée démocratique classique qui substituait l'unité parfaite à la diversité naturelle et s'est toujours présenté comme un défenseur des identités locales. C'est également à ce titre que le message d'Alexandre Marc revêt une grande actualité : les fédéralistes intégraux ne sauraient être surpris par le renouveau des nationalismes régionaux et des besoins d'identité. Alors que l'anarchie internationale fut sans nul doute le fait marquant des deux derniers siècles, la question des identités et de leur articulation dans un monde globalisé sera sans doute le défi majeur du nouveau siècle. Entre l'hégémonie du tout-Internet et la réaffirmation des identités locales et des solidarités de base, il n'y aura certes pas de place pour les zélotes de la nation mythique et de l'omnipotence de l'État central. Les ultimes soubresauts que nous vivons ces derniers temps autour de la question corse ne devraient pas nous étonner : il ne s'agit finalement que de l'énième réplique de l'affrontement entre les partisans des systèmes clos et ceux de la société ouverte.

La Crise de nos sociétés

L'autre message essentiel d'Alexandre Marc réside dans sa compréhension de la Crise comme élément structurel de nos civilisations contemporaines. En effet il considérait que les deux guerres mondiales constituaient des révélateurs d'une crise beaucoup plus globale qui, là aussi, remettait en cause les fondements des sociétés occidentales, bâties sur le Progrès, « vers un paradis terrestre où seraient assurés la prospérité, la paix et le bonheur », progrès constant lié à la démocratie libérale et l'économie triomphante. « Espoirs insensés qui se sont enlisés dans la boue des tranchées remplies de cadavres » comme l'ajoutait-il lui-même. Cette Crise s'avère plus profonde que les crises continues connues par

3. Joseph Voyant, sénateur du Rhône de 1945 à 1977, fut un ami proche d'Alexandre Marc depuis les années 1930. J'eus avec lui un projet d'ouvrage sur le « Communiversel » en faveur du fédéralisme intégral. Malheureusement, des vents contraires ne permirent pas de mener à terme cette aventure. Je tenais cependant à lui rendre hommage car il contribua à ma rencontre avec Alexandre Marc.

toutes les sociétés humaines. Il s'agit selon Alexandre Marc d'un phénomène exceptionnel qui se caractérise par « la montée des forces centrifuges, la rupture entre élites et masses, schisme social et asynchronisme accentué entre différentes composantes sociétales, massification, prolétarisation, bureaucratisation, étatsisme envahissant qui, au-delà de l'État-providence, tend vers l'État-Moloch⁴ ». Complété depuis par les travaux de nombreux sociologues, ce constat sur les dangers vitaux que représente la massification constitue sans nul doute un apport majeur de la pensée d'Alexandre Marc, qui l'accompagnait d'une réflexion plus aride sur la dimension socio-économique et démocratique que devait revêtir la pensée fédéraliste intégrale.

Je ne m'étendrai pas sur toutes les composantes de cette réflexion, décrites dans d'autres contributions, mais je voudrais cependant insister sur deux aspects majeurs :

– L'importance croissante de ses idées sur le Minimum social garanti, conçu comme une composante essentielle de « l'économie au service de l'homme » : Alexandre Marc a toujours insisté sur l'illusion qu'il y aurait à penser la société sans tenir compte du droit de tout citoyen de pouvoir assurer ses besoins fondamentaux. Sans vie décente, il ne peut y avoir de réelle démocratie et de véritable dignité. Le Revenu minimum doit permettre d'assurer cette condition de départ, toujours omise par les libéraux, qui donne à tout citoyen les bénéfices de son appartenance à la communauté humaine et civique. Là encore, Alexandre Marc fut un pionnier dont les idées furent depuis largement reprises, à des titres divers, par des auteurs récents⁵ ;

– La critique des pratiques actuelles de la démocratie : Alexandre Marc fut toujours partisan d'une amélioration substantielle du fonctionnement des démocraties occidentales, dont il relevait les insuffisances et les limites. Farouche adversaire des conceptions restrictives de la démocratie, qu'elles favorisent la dictature de la majorité ou la limitation de la démocratie à l'intérêt de l'État, il préconisait une véritable révolution qui redonnerait le pouvoir aux citoyens grâce à la multiplication et la diversification des instances de délibération, ainsi que par la répartition accrue du pouvoir entre les différents niveaux

4. A. Marc, *De la pensée à l'action : le fédéralisme*, Presses d'Europe, 1986, p. 11.

5. Les éléments les plus intéressants de cette réflexion sont certainement la constitution du réseau B.I.E.N. (Basic Income European Network) qui réunit tous les deux ans de nombreux chercheurs et politiques sur cette question, ainsi que les travaux de Philip Van Parijs sur la société juste, ou ceux de Jean-Marc Ferry sur le revenu de citoyenneté. Un premier état des lieux fut fait avec la revue *Transversales Science/Culture*, Jean-Paul Maréchal, Gilles Gantelet, « Garantir le revenu », *Transversales*, 1992.

administratifs, le tout sous le contrôle juridique d'une Cour suprême. Cette révolution ne se limite évidemment pas aux aménagements des institutions administratives : Alexandre Marc prône une révolution spirituelle qui s'attaque à toutes les dimensions humaines. La véritable citoyenneté de la nouvelle Cité démocratique s'enracine dans les pratiques démocratiques, dans les institutions, dans la dimension économique et sociale. C'est bien à la fondation d'une nouvelle Cité humaine qu'il nous appelle à travers ses nombreux écrits, dont l'impact se doit d'être équivalent à celui de l'ère néolithique : il faut désormais lutter pour « l'homme de l'ère cosmique », c'est-à-dire « lutter de toutes ses forces pour que cet être libre et responsable soit un homme créateur⁶ ».

L'irremplaçable critique

Ainsi, je crois que l'élément le plus marquant d'un personnage d'une telle richesse restera sa capacité à toujours critiquer, à remettre en cause, à ne pas accepter les vérités établies : cette tendance à toujours se surpasser marque son engagement, et explique sans doute ses difficultés relationnelles avec d'autres esprits libres. Dès les années 1930, Alexandre Marc impressionne par ce souci constant de ne pas se laisser prendre par tous les conformismes de l'époque, qu'il s'agisse des bruns, des noirs ou des rouges ! S'il a pu lui être reproché ses critiques acerbes des défaillances de nos démocraties, il ne sera pas dupe pour autant des prétendues solutions alternatives proposées par les différents totalitarismes du XX^e siècle. Simplement Alexandre Marc ne s'en tient pas à la seule critique, il recherche sans cesse de nouvelles solutions, de nouvelles voies. Ainsi ne cherche-t-il pas seulement à juger, mais à comprendre et à proposer.

Pourfendeur de l'économie déshumanisée, il appelle dès juillet 1934 au fédéralisme intégral, qui déborde les seules réponses institutionnelles et doit permettre de dépasser la contradiction qu'il voit dans la dialectique de « la tyrannie de l'économie libérale et l'anarchie de l'économie dirigée ». Militant de l'Europe unie, il ne cesse de dénoncer les carences et insuffisances des institutions actuelles dont les limites sont apparues une nouvelle fois au grand jour lors du Conseil européen de Nice. Défenseur des minorités, il vitupère les excès des nations dominantes et soutient

6. A. Marc, « La Démocratie contre le peuple », dans *L'Europe en formation*, n° 275, été-automne 1989, p. 9-24. J'ai mené une étude plus approfondie de cet aspect, et de ses coïncidences avec les réflexions de F. A. Hayek et J. Robin dans Gilles Gantelet, « Crise et révolution de nos démocraties », *L'Europe en formation*, n° 281, été 1991, pp. 35-54.

tous les combats démocratiques en faveur de l'autodétermination. Partisan d'une démocratie modernisée, il condamne l'idéologie dominante et rejette les compromissions réformistes.

Je dois le dire, je n'ai pas toujours partagé le jusqu'au-boutisme d'Alexandre Marc et ai parfois regretté son absence de sens du compromis. La vérité est toujours plus complexe : Alexandre Marc savait faire des compromis lorsqu'il pouvait y trouver un bénéfice. Mais il refusait toujours de baisser la garde lorsqu'il considérait que le résultat risquait d'impliquer le renoncement à ses convictions.

Le pourfendeur du « roi nu »

Lors de la dernière réunion où j'ai pu le rencontrer, à l'automne 1995 au Caneet, Alexandre Marc fut aussi brillant orateur que d'habitude et entama son intervention de clôture en rappelant que certains lui reprochaient d'être un prophète de malheur... « Mais connaissez-vous beaucoup de prophètes qui ne soient pas des prophètes de malheur ? Il suffit de relire la Bible ! » s'écria-t-il, avant de préciser : « Moi je suis en quelque sorte un prophète de malheur professionnel ». Oui, Alexandre Marc pouvait être un prophète de malheur car il mettait le doigt sur toutes les insuffisances et dangers de l'autosatisfaction de nos sociétés dans un contexte de crise généralisée. Loin des compromissions de l'engagement politique, Alexandre Marc avait choisi de maintenir intact son esprit critique et de ne pas se satisfaire des demi-mesures car, croyait-il, l'homme doit toujours se surpasser pour améliorer sa condition.

Ce message d'espoir doit certainement rester dans nos mémoires et nous animer dans nos engagements. Ainsi, en clôture de plusieurs de ses cours, Alexandre Marc aimait rappeler ce conte d'Andersen où des tailleurs charlatans parviennent à convaincre le roi, la cour et la foule assemblée qu'ils ont réussi à tisser un costume magnifique alors que, comme le crie soudain un enfant, « le roi est nu ». Alexandre Marc s'est toujours refusé à jouer les dupes. Plutôt prophète de malheur qu'esclave volontaire, il ne se laissa jamais impressionner par les apparences. C'est là un message d'espoir qui prétend incarner des convictions dans une attitude. Pussions-nous maintenir cette flamme vivace !

Gilles Gantelet.